

Discours de Fabien Roussel
Université d'été du PCF
24 Août 2019 – Aix en Provence

Je tiens tout d'abord à saluer et remercier

- les organisateurs, Guillaume Roubaud-Quaschie,
- l'ensemble des intervenants qui ont accepté d'apporter leur contribution à la qualité des ateliers,
- l'ensemble des camarades qui permettent le bon déroulement de cette université et la Fédération des Bouches du Rhône, dont Jeremy Bacchi, son secrétaire fédéral.
- les représentants des forces politiques, des syndicats, associations et les personnalités qui prennent part à nos travaux ainsi que les journalistes.

L'université d'été est devenue un moment fort de la vie de notre parti.

Elle permet de réfléchir - ensemble et avec d'autres - sur le monde dans lequel nous voulons vivre. Car une idée nous rassemble, toutes et tous, et bien au-delà de nos rangs: il y a urgence à sortir du capitalisme.

Il y a urgence à bâtir un nouveau modèle de développement, à promouvoir un nouveau projet de société garantissant à toutes et à tous, de vivre dignement, de respirer un air pur, dans un monde de progrès et de paix. Oui nous voulons faire grandir cet espoir, montrer qu'il est possible de produire des richesses autrement qu'en brûlant la planète et en exploitant les êtres humains. Ce projet de société ne peut être que démocratique. Nous voulons le bâtir avec le plus grand nombre de nos concitoyens, avec la jeunesse, avec le monde du travail et de la création, avec les forces vives du pays, avec toutes celles et ceux qui voudront partager ce combat pour une vie meilleure.

C'est utopique ? Non c'est essentiel.

Rappelez vous les promesses de l'an 2000, quand nous avons changé de siècle.

Le 21e siècle devait être celui du progrès, de la prospérité, de la paix. Qu'en est il aujourd'hui ?

Le 21e siècle est déjà bien entamé. Nous en avons parcouru un cinquième.

Qu'a-t-il réservé aux êtres humains, aux être vivants?

D'abord une crise, en 2008 qui fut la pire crise depuis 1929,

Et tous les ans de tristes records :

Record des inégalités,

record de richesses accumulées dans les mains de quelques milliardaires,

record de dividendes versés dans le monde et en France,

record de catastrophes naturelles, de pics de chaleur,

record de ventes d'arme,

record de conflits, de murs bâtis entre les peuples, de nationalistes au pouvoir,

record du nombre de populations déplacées dans le monde.

Oui, ce siècle est bien loin des promesses faites aux peuples du monde.

C'est pourquoi il y a urgence à combattre ces fléaux, à sortir du capitalisme.

Ce que nous voulons, nous les communistes, c'est faire la démonstration du possible, c'est redonner de l'espoir, c'est unir et rassembler les français et les françaises autour d'un projet de société plaçant l'être humain et la planète au cœur de tous ses choix !

Oui, parlons positif, soyons offensifs pour faire partager cet espoir de changer le monde, de révolutionner la France et l'Europe !

Car il y a urgence, urgence pour la paix, urgence climatique, urgence sociale.

Urgence pour la paix:

Jamais la paix dans le monde n'a été autant fragilisée. Il faut révolutionner l'organisation du Monde pour mettre la paix, la coopération entre les peuples, la solidarité et un développement partagé au cœur de toutes les relations internationales. Et il faut débarrasser l'humanité de l'arme nucléaire.

Les relations internationales n'ont jamais été à ce point soumises à des rapports de dominations, des bras-de-fer, des coups de menton, des guerres économiques, mortifères pour les peuples mais jamais pour les riches.

Regardez ce qu'il se passe

Sanctions contre la Chine,

sanctions contre la Russie,

sanctions contre l'Iran,

sanctions contre Cuba et le Venezuela.

Devant cette politique de guerre, de chantage menée par les États-Unis, l'Union Européenne ne connaît que deux réactions : soit elle se tait, soit elle embraye le pas.

Menaces d'interventions militaires, occupations, « sanctions » économiques qui étouffent, écrasent les peuples, un blocus punitif contre le peuple de Cuba depuis 1962 – pourtant condamné 18 fois par l'Assemblée générale de l'ONU sans qu'aucun président américain n'y change quoi que ce soit...

Deux poids – deux mesures en permanence, c'est insupportable ; les sanctions économiques c'est quand les intérêts stratégiques occidentaux, ou ceux de je ne sais quelles multinationales, sont en cause, mais jamais quand il s'agit de la souveraineté des peuples, de leurs droits et de leur bien-être.

Les conséquences en France sont lourdes pour notre économie, pour notre agriculture, pour notre industrie, pour nos relations internationales !

Nous sommes devenus un pays suiviste des logiques atlantistes. Où est la France qui savait faire entendre sa voix, une autre voix, non alignée à celle des dirigeants américains ?

Ce n'est pas dans un G7 réunissant les responsables de cette situation, sous bonne escorte de la police, que ces questions vont se régler !

C'est en mettant autour de la table tous les pays, tous les peuples. Et cette assemblée des peuples et des nations, c'est l'ONU dont il est bien temps qu'on renforce les capacités de prévention, résolutions des conflits, et de soutien au développement social et humain.

Le rôle de la France est là : indépendante et souveraine, pour faire entendre la voix de la solidarité, de la justice, d'une paix universelle.

Pour que la France soit fidèle à elle-même, indépendante et souveraine, elle doit donner le signal de la dissolution de l'OTAN, en la quittant.

Nous appelons à mettre fin à ces guerres économiques, aux politiques de sanctions inefficaces et nous appelons à la tenue d'une conférence internationale sous l'égide de l'ONU pour définir de nouvelles règles de développement et garantir une paix durable, un nouveau système de sécurité collective, un développement partagé dans le respect des peuples et de leur souveraineté. Voilà l'initiative qu'on attend de la France par les temps qui courent.

Et garantir un monde de paix et de co développement, c'est lutter contre la course à l'armement, c'est sortir de l'arme nucléaire ! En 2018, comme tous les ans, les ventes d'armes ont progressé atteignant 1800 milliards de dollars !

S'il y a plus de mitraillettes et de canons vendus dans le monde, comment voulez vous qu'il y ait moins de conflits !!

La moitié de ces ventes, proviennent des pays de l'OTAN ! Dites moi qui vend des armes, je vous dirai qui veut la guerre !

Le monde dispose aujourd'hui d'un arsenal militaire capable de dévaster plusieurs fois la planète. C'est de la démente – la dissuasion nucléaire n'a empêché aucun des conflits actuels, et elle encourage des pays à se doter de l'arme nucléaire : voilà le résultat C'est d'ailleurs aussi l'actualité de cette rentrée.

Les deux principales puissances nucléaires, les USA et la Russie ont décidé de se désengager, des traités encadrant la production d'armes nucléaires.

Ensemble, ils ont déchiré le traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire, signé entre Gorbatchev et Bush en 1988.

Cette semaine, Trump a décidé de reprendre les essais nucléaires et un premier test de missile de moyenne portée a eu lieu, dimanche dernier, sur une île au large de la Californie. C'est une première depuis la guerre froide !

C'est un danger pour l'humanité en plus des dégâts causés par ces essais pour notre planète.

Le 21 septembre, journée internationale pour la Paix, sera l'occasion d'exprimer nos craintes et nos espoirs.

Nous aurons un rendez vous important le 26 septembre prochain à l'Assemblée nationale, avec la conférence que nous organisons sur ce sujet, avec Jean Paul Lecoq, député du Havre.

Garantir un monde de paix et de co développement, exige de substituer à la loi du plus fort, l'organisation d'un monde.

Et cela se pose concrètement aujourd'hui pour de nombreux peuples, privés de leur droits élémentaires, je pense notamment au peuple palestinien, au peuple kurde, au peuple du Yemen, ou de Syrie et à tous ceux privés de pays ou de paix !

Voilà une des priorités de notre rentrée : La paix est un projet politique alors que la guerre est du business.

Pour garantir un monde de paix et de co développement, il faut aussi répondre à l'urgence climatique et écologique.

C'est, je le crois, le second défi de civilisation où nous devons mettre plus en évidence notre projet de société, notre projet communiste « l'humain et la planète d'abord » comme une alternative crédible au capitalisme.

L'alarme a certes été déclenchée, par les scientifiques, par des responsables associatifs, syndicaux, politiques, dont nous faisons parti, comme par ces millions de jeunes à travers le monde.

Le capital, les puissances financières veulent corriger le tir et tentent d'ailleurs de s'adapter en louant les vertus d'un capitalisme vert, poussant à l'émergence de nouveaux terrains de profit. Mais vert ou pas, c'est bien vers ce monde invivable que nous mène le capitalisme mondialisé.

A nous de montrer qu'il est non seulement urgent mais aussi indispensable de lier l'urgence climatique et l'urgence sociale.

La recherche du profit, les paradis fiscaux, la rentabilité immédiate des capitaux ne sont pas compatibles avec la profonde transformation des modes de production, d'échanges et de consommation, qu'appelle l'urgence climatique.

Chacun voit bien que des révolutions sont indispensables, en matière de maîtrise publique,

pour sortir sérieusement des énergies carbonées,

pour relancer le transport ferroviaire du fret,

pour déployer des transports en commun fiables et gratuits,

pour changer les pratiques agricoles et alimentaires,

pour construire des logements qui ne soient pas des passoires thermiques.

Pour concevoir un aménagement du territoire favorisant la proximité entre les bassins de vie et les bassins d'emplois.

Nous sommes à mille lieux de ces objectifs avec les politiques libérales ou celles du libre-échange sans limite comme le CETA ou le MERCOSUR !

Je comprends les agriculteurs en colère qui sont allés déverser un peu de purin devant les permanences des parlementaires en Marche ! C'est loin d'être une agression terroriste quand même ! Mais ce gouvernement ne peut pas tenir deux langages : défendre les circuits courts d'un côté et voter les traités de libre échanges avec des pays qui pratiquent l'agriculture intensive à 10 000 kilomètres de chez nous !!

Nous proposons un autre mode de développement:
D'abord en refusant de signer ces traités de libre échange.

Et les engagements de Macron de ne pas ratifier le Mercosur car il vient de découvrir que le président Brésilien n'était pas un homme de parole, devront être tenus entièrement.

Car la forêt amazonienne ne brûle pas depuis 2 jours. En 1 an, les départs de feu ont augmenté de 84 %! Alors quand Macron donne son accord au traité du Mercosur, au G20 d'Osaka le 29 juin dernier, il sait très bien ce qu'il fait et avec qui !

Mais s'il veut regagner en crédibilité, qu'il commence par ne pas ratifier le CETA !

Car ce Traité libéral va être soumis au vote des sénateurs à l'automne et ce sera l'occasion, pour les sénateurs et sénatrices communistes et nous l'espérons pour une majorité de sénateurs, de voter contre ce Traité.

C'est pourquoi nous appelons les français et les agriculteurs à rester mobilisés et à interpeller tous les parlementaires pour que la France ne ratifie pas ce Traité anti climat !

Oui, il est encore possible de gagner contre le CETA

Oui, nous disons qu'il est possible de transformer en profondeur nos modes de production et de consommation en France.

C'est une révolution économique, écologique qu'il est urgent de mettre en place. Et elle nécessite un rôle plus important de l'État et des banques pour cela.

Car c'est à l'État de définir comment sont produites et redistribuées les richesses, de planifier son économie, de fixer des critères sur l'utilisation de l'argent public, sur le rôle des banques.

Avec tous ces leviers, nous disons qu'il est possible de soutenir les agriculteurs, les industriels, les PME toutes celles et ceux qui veulent investir en France, produire en France des biens de consommations tout en respectant les hommes et les femmes qui les produisent mais aussi notre environnement, le climat et nos ressources naturelles.

Les richesses que nous créons tous les jours doivent servir à cela ! Le GIEC demande que chaque état engage 6 % du son PIB pour relever le défi climatique. La France n'en consacre que 1,5% ! Il faut faire 4 fois plus !

C'est pour cela que nous voulons reprendre la main sur les secteurs de l'économie relevant du bien commun ou de la souveraineté de la nation, ainsi que sur les grands établissements financiers.

C'est dans cet esprit que nous demandons un pôle public bancaire à l'échelle de la France, permettant de financer cette politique.

Et nous demandons la même chose à l'échelle européenne avec un fond européen spécial dédié au service public, à la transition écologique, financés par le BCE.

Au lieu de déverser des milliards à taux 0% aux banques, aux marchés, nous voulons prendre la main, prendre le pouvoir sur l'économie, cette masse d'argent pour la rendre aux citoyens et permettre une transition écologique efficace, rapide, populaire !!

La France peut actuellement emprunter à taux négatif: c'est à dire : quand elle emprunte 1 million d'euros sur 10 ans, elle remboursera seulement 960 000 euros !

D'après le ministre, cela permettra de dégager 2 milliards d'euros d'économie cette année. 22 milliards d'ici 2022 qu'il entend consacrer au désendettement de la France !

Nous demandons que ces prêts à taux négatifs ne dépendent plus du marché et financent les besoins de notre pays, nos services publics et les investissements pour relever le défi climatique.

Des millions d'emplois sont à créer, des centaines de milliers de jeunes et de salarié·e·s sont à former, en permanence, pour appuyer cette révolution des modes de production et redonner, par la même occasion, un sens au travail de chacun, chacune, dans les entreprises, comme dans les services publics.

Prenons l'exemple du train des primeurs, le Perpignan-Rungis dont la suppression constitue une aberration économique et écologique. Battons nous pour son rétablissement !

Nous serons d'ailleurs à Perpignan le 28 août prochain pour rencontrer tous les acteurs de la filière, avec Laurent Brun, secrétaire général de la CGT Cheminots, et faire des propositions au gouvernement sur ce sujet.

Second exemple, celui d'Aéroports de Paris. C'est aussi un levier important pour lutter contre le réchauffement climatique. L'entreprise sous maîtrise publique pourrait fixer ses taxes aéroportuaires en fonction des efforts consentis, ou non, par les compagnies en matière de respect de l'environnement.

Nous avons engagé une grande bataille pour qu'ADP reste dans le domaine public. Nous l'avons engagée avec toutes les forces politiques, sociales, syndicales opposées à une privatisation, que le gouvernement espérait imposer à marche forcée.

La campagne de signatures lancée en juin a rencontré un vif succès avec désormais plus de 658.000 recueillies sur le site du ministère.

Mais ce chiffre souligne aussi l'ampleur des efforts à produire, partout dans le pays, pour franchir le cap des 1 million de signatures au plus vite.

A ceux qui disent que le mouvement ralenti, disons leur que 100 000 personnes ont décidé de signer la pétition cet été, durant leurs vacances !

Car les initiatives ont été nombreuses, durant l'été, sur les marchés, les plages, dans les sièges de nos sections, de nos fédérations.

Faisons de la fête de l'Huma un temps fort de cette lutte. Nous mettrons à disposition des fédérations un 4 pages spécial pour recueillir des milliers de signatures.

A travers ce combat, c'est tout notre projet de société pour une autre utilisation des richesses que nous défendons.

Comment répondre aux besoins de nos concitoyens sans remettre en question la domination de l'argent, les objectifs de rentabilité à tout crin de la société capitaliste ?

Les communistes propose un nouveau modèle économique, social, écologique.

C'est exigeant. C'est indispensable.

Cela pose la question de produire autrement, sans exploiter la planète et ses ressources naturelles, sans exploiter les hommes et les femmes et en les associant aux décisions, aux choix de société et aux choix de redistribution des richesses créées.

On est a dix milles lieux des réflexions du gouvernement actuel. Mais c'est à ce projet que nous devons travailler, pour le rendre possible, crédible, vivant, concret auprès de millions de travailleurs, de familles, de jeunes.

Travailler, se former, vieillir et vivre heureux au pays, en France, en Europe, c'est possible. Mais il faut sortir du système actuel qui ne permettra jamais cet épanouissement humain, cette promesse de bonheur.

A mi-mandat, les promesses de Macron et de son gouvernement ont été tenues : les premiers de cordées se sont enrichis. Fortement. Mais pas nous.

Un chiffre pour illustrer les résultats de la politique du gouvernement : les 500 plus riches familles de notre pays ont ainsi vu leur patrimoine passer de 570 milliards d'euros en 2017 à 700 milliards en 2019. Les 500 familles ont gagné 130 milliards de plus en 2 ans !

+22 % ! Retenez ce chiffre, faites le connaître :

les 500 plus riches familles de France ont vu leur patrimoine augmenter de 22% depuis l'élection de Macron.

Mais pas nos pensions, pas nos salaires !

Nous demandons une hausse des salaires et des pensions de 20%, comme pour les plus riches !

La défense du pouvoir d'achat c'est une priorité pour notre parti. Et l'autre priorité, qui va avec, c'est l'éradication totale du chômage et de la pauvreté.

9 millions de nos concitoyens vivent sous le seuil de pauvreté, dont des salarié·e·s, des étudiant·e·s et des retraité·e·s ayant travaillé toute leur vie.

5 millions souffrent du chômage.

Parlons de la réalité de ces chiffres, de tous ceux qui sont radiés, de ceux qui sont précarisés, ubérisés et qui sortent ainsi des chiffres de Pôle Emploi.

La réalité de notre pays, c'est que le chômage de masse existe toujours et que la précarité de l'emploi se développe comme jamais !

Parlons de la vie de ces femmes qui sont principalement touchées par la précarité, par le temps partiel subi et donc par des bas salaires et des petites retraites.

Expliquons aux salarié·e·s, aux sans emplois que la société capitaliste aura toujours besoin d'un taux de chômage élevé pour faire pression sur les salariés, leur pouvoir d'achat et leurs conditions de travail.

La pression sur les salarié·e·s, c'est 57 suicides chez les cheminots en 2018, c'est un suicide tous les 2 jours chez les agriculteurs ! C'est 565 salariés morts sur leur lieu de travail l'année dernière.

C'est pour cela que nous demandons plus de pouvoir d'intervention des salarié·e·s dans les entreprises et que nous voulons garantir une sécurité de l'emploi pour tous avec un revenu garanti et permettant de vivre dignement.

Et c'est possible. Regardez tous les besoins à pourvoir dans nos services publics, dans nos hôpitaux, dans nos communes, pour la transition écologique.

Au lieu de casser la fonction publique comme l'envisage le gouvernement, nous préférons redonner des moyens humains à l'État, à nos collectivités, à nos hôpitaux.

Pour nous communistes, les services publics ne sont pas d'abord des coûts. Ce sont des leviers indispensables pour qu'une société digne de ce nom garantisse l'égalité, comme la réponse à tous les besoins humains, quelle que soit sa condition.

Et je tiens à saluer particulièrement la lutte des personnels soignants des urgences qui restent mobilisés. 230 services toujours en grève, de Point à Pitre à Lille. Nous sommes pleinement avec eux pour exiger des moyens pour nos hôpitaux publics et sortir des logiques comptables.

Et non seulement nous prétendons que nos services publics ne doivent pas être affaiblis plus encore, mais nous revendiquons avec force leur développement et leur extension, et la profonde transformation de leur gestion, pour y associer les usagers, les salarié·e·s et les citoyens.

Oui, il y a des gisements d'emplois : D'abord en réduisant le temps de travail, sans baisser les salaires et en améliorant les conditions de travail. C'est le sens du progrès depuis toujours ! Oui nous voulons travailler mieux et faire du temps de travail un temps d'émancipation humaine. C'est loin d'être le cas pour ceux et celles qui travaillent à la chaîne et qui subissent des cadences insupportables dignes des Temps moderne de Charlie Chaplin.

C'est loin d'être le cas des 250 000 auto entrepreneurs, tenus de travailler 40 à 50 h par semaine qu'ils soient Uber ou Deliveroo, pour espérer gagner un revenu décent. Et encore pas de congés payés, pas de cotisations maladie ou retraite. C'est l'esclavage du 21^e siècle.

Des gisements d'emplois, il y en a aussi dans l'industrie: la France devrait se fixer l'objectif de produire ici une grande part de ce que nous importons de partout dans le monde et reconquérir un million d'emploi industriel ! Voilà un objectif ambitieux que nous devons défendre !

Whirlpool, General Electric, Ford Blanquefort, Arjowiggins, autant de symboles de désindustrialisation en cours. Invertissons la tendance, planifions la reconquête industrielle de la France, défendons notre indépendance dans des secteurs stratégiques comme l'énergie et préservons nos savoirs faire.

C'est aussi comme cela que nous soutiendrons toutes nos PME et les millions d'emplois qui en dépendent. Oui, le PCF défend toutes ces petites entreprises dont les commandes sont intimement liées au bon vouloir des grandes multinationales et des banques.

C'est pour toutes ces raisons que nous contestons cette Europe libérale et que voulons donner des critères aux versements des aides publiques aux entreprises, au crédit : car l'argent des banques, de la BCE, de l'État doit être conditionné à la création d'emplois, à l'investissement productif, à la formation, mais il ne doit pas soutenir les délocalisations, les inégalités salariales Femmes Hommes, les bas salaires et les contrats précaires et la pollution !

Le gouvernement cherche à équilibrer son budget 2020 ?

Nous lui proposons de faire des économies en supprimant les aides publiques, CICE, CIR et autres niches fiscales aux entreprises, multinationales du luxe ou d'ailleurs, qui ne respectent pas ces règles élémentaires, qui polluent ou qui distribuent des dividendes à gogo ! Les trois plus grandes fortunes de France sont les PDG de Vuitton, Chanel, et L'Oréal : leur fortune explosent d'année en années et l'État leur verse des subventions ? Quelle est la logique ?

C'est pourquoi nous défendons une politique fiscale plus juste, sélective qui permettra aussi de financer nos services publics et nos communes, nos collectivités.

Nous proposons de restaurer l'ISF, de taxer les dividendes et les revenus financiers au même niveau que nos salaires, de lutter avec force et dissuasion contre les fraudeurs fiscaux, de taxer à la source les bénéfices des multinationales. Ces choix, ces propositions, nous voulons les faire partager au plus grand nombre, avec les salarié·e·s, pour montrer que d'autres choix sont possible. Il faut redonner de l'espoir !

Et sur toutes ces questions, les forces de gauche auront la responsabilité de montrer qu'elles sont capable de construire avec les français un projet qui remet en cause le capitalisme dont tout le monde dit qu'il est à bout de souffle.

Et je ferai des propositions concrètes lors du meeting de la Fête de l'Huma, le samedi à 15h30 sur la grande scène. Venez nombreux pour donner du poids et de la force à notre combat.

Que l'on ne vienne pas nous parler de la dette, du déficit public ou des traités européens qui nous empêcheraient de prendre des mesures fortes pour le climat, pour les français !

C'est la condition pour être à la hauteur du combat mené par les forces de l'argent et par leurs relais politiques.

Ce gouvernement, qui est soutenu par moins d'un tiers des français rappelons le, communique beaucoup mais agite aussi le bâton pour réprimer toute manifestation de colère. Les Gilets jaunes, les militants syndicaux, politiques, ceux qui se rassemblent à Biarritz au G7 le savent bien.

Il s'affirme ainsi toujours plus comme un « gouvernement de répression », en travaillant à rassembler autour de lui les classes possédantes.

Il ne lésine sur aucun moyen pour brider les mouvements sociaux et dévoyer les politiques de maintien de l'ordre républicaines, quand il organise la multiplication de violences à l'égard des manifestants, de syndicalistes, de jeunes de banlieues ou encore de jeunes festivaliers, comme ce jeune Steve retrouvé mort dans la Loire.

Nous préférons voir les forces de l'ordre et ceux de la justice s'attaquer aux violences faites aux femmes : 94 féminicides depuis le début de l'année ! Ce n'est pas un grenelle qui va régler le problème...

Ce qu'il faut ce sont des moyens financiers et humains pour faire respecter tout simplement la loi, et protéger les femmes dès la première alerte !

Et oui, nous voulons être utiles en montrant qu'il est possible de mettre en œuvre une réforme des retraites ambitieuse, progressiste, humaine !

C'est un des enjeux de la rentrée car nous n'acceptons pas le projet du gouvernement qui menace non seulement de faire reculer l'âge de la retraite pour des millions de salarié·e·s, de baisser les pensions déjà exsangues, mais surtout d'asphyxier le système par répartition, seul à même de garantir la solidarité entre les salariés et entre les générations.

Face à ce projet fondé sur la volonté de transférer progressivement nos retraites vers des fonds de pension, nous voulons, dès le premier rendez-vous syndical du 24 septembre, contribuer au rassemblement le plus large.

Et nous défendrons une véritable réforme progressiste de la retraite, avec de nouveaux droits pour les salariés, un retour de l'âge légal à 60 ans, une augmentation des pensions dont le montant sera garanti.

Plus globalement, nous voulons mener le débat sur une conception nouvelle de cette phase de la vie, après le travail salarié, qui doit être envisagée comme une étape nouvelle de l'épanouissement humain et du rapport entre les retraités et l'ensemble de la société. Il faut promouvoir une Sécurité sociale du XXI^e siècle, prolongeant l'œuvre d'Ambroise Croizat afin de sécuriser chacun des moments de la vie de nos concitoyennes et concitoyens.

Nous montrerons qu'il est possible de financer une telle réforme, d'augmenter la part du PIB consacrée aux retraites car c'est indispensable pour garantir une retraite digne pour toutes et tous.

Nous expliquerons comment les revenus financiers, les dividendes qui sont moins taxés depuis Macron, doivent cotiser, comme les salaires.

De même, l'égalité salariale Femme-Homme, en la rendant effective, rapporterait 5,5 milliards d'euros.

Cette réforme progressiste des retraites, comme l'ensemble des ruptures à opérer pour transformer radicalement la société seront au cœur des débats que nous voulons conduire avec l'ensemble des forces de gauche comme avec les forces syndicales.

Comme je l'ai souligné au sortir de la campagne des européennes, on ne pourra pas briser le duo funèbre de Macron et Le Pen seulement par des appels rituels au rassemblement.

Il faut maintenant être concret. Nous voulons travailler à faire émerger un débouché politique, un espoir de changement, sur la base d'un projet permettant de changer concrètement la vie des gens et de relever les grands défis du 21^e siècle.

Rien ne serait pire que de laisser le monarque élyséen jouer les apprentis-sorcier en faisant de l'extrême droite la seule alternative à sa politique.

Aux dernières élections européennes, on a vu le résultat de cette stratégie aventurière.

Alors, tout de suite, nous voulons être utiles.

Nous voulons construire une dynamique porteuse d'espoir, une nouvelle union populaire, un Front populaire du XXI^e siècle, avec les françaises et les français, qui fasse converger toutes les forces disponibles.

C'est pour y contribuer que nous avons, en juin, lancé un appel aux hommes et aux femmes soucieux de changer le destin de la France, aux forces de gauche et écologistes, aux organisations syndicales, aux collectifs de citoyens. C'est dans le même esprit que nous avons, dès le mois de mars, mis en débat nos dix propositions pour la France.

Cet appel en direction de nos concitoyens doit s'accompagner d'une intervention populaire plus importante, à la hauteur du défi.

Cela vaut pour les municipales où partout, nous proposons de construire des majorités sur des projets ancrés dans la réalité, capables d'améliorer la vie de nos concitoyens, concrètement ; des projets capables de battre la droite et l'extrême-droite, de repousser leurs politiques.

On sait le point d'appui que représentent les municipalités de gauche et écologistes à direction communiste et c'est pourquoi nous faisons de leur réélection un enjeu majeur de notre campagne de mars prochain.

De même que nos concitoyens et concitoyennes doivent pouvoir compter sur un plus grand nombre d'élus communistes, partout en France, et en particulier dans les conseils métropolitains, où se prennent de plus en plus de décisions stratégiques pour les territoires.

L'Humanité et la Fête

La Fête de l'Humanité : Des centaines de milliers de personnes vont pouvoir se confronter aux grands débats qui agitent la société. Nos échanges, nos initiatives sur la Fête, la diffusion du bon de soutien, doivent être imprégnés de cette ambition.

Ces centaines de milliers de participants vont aussi pouvoir se confronter à l'enjeu du renforcement du PCF, avec, je vous le propose, un effort sans précédent sur l'adhésion.

La campagne électorale, avec un parti mobilisé et offensif, a montré combien nous pouvons être entendus et faire adhérer des milliers de personnes, qui seront autant d'acteurs du projet de société que nous voulons construire.

Et bien sûr, la Fête c'est aussi celle de notre journal, l'Humanité, qui est irremplaçable pour porter un regard et des idées communistes face à l'évolution de ce monde.

Notre journal traverse une période de graves difficultés, et son avenir dépend aussi du nombre de vignettes que nous réussirons à vendre.

Voilà mes camarades les beaux combats qui nous attendent pour cette rentrée : nous voulons la placer sous le signe de l'espoir et de la combativité car plus que jamais, il est urgent de mettre l'argent au service de l'être humain et de la planète !